

2 Politique

Cession des biens immobiliers du président de la République

La résidence du camp de Gaulle désormais à l'Etat

M.A.M

Libreville/Gabon

La cérémonie officielle de remise du titre de propriété a eu lieu hier dans le parc de la résidence, en présence du secrétaire général de la République, Etienne Massard Kabinda, en lieu et place du donateur Ali Bongo Ondimba. Plusieurs autres personnalités et de nombreux élèves ont pris part à l'événement.

ANNONCE le 17 août dernier, lors du traditionnel discours à la nation du chef de l'Etat, la résidence du camp de Gaulle a été officiellement remise à l'Etat hier, en présence de plusieurs personnalités. Entre autres, les ministres Christian Magnagna du Budget, Denise Mekam'ne de l'Enseignement supérieur, etc. Devant une foule d'élèves et des responsables du Conseil national de la jeunesse (CNJ), le titre de propriété de cette parcelle est officiellement revenu devant tous à la jeunesse gabonaise, comme indiqué par le chef de l'Etat. Le bien, d'une superficie de 215 411m², a aussitôt été transféré au ministère de l'Enseignement supérieur, par ailleurs chargé de la mise en œuvre du projet d'université annoncé sur ledit site.

Pour le représentant du président Ali Bongo Ondimba, Etienne Massard Kabinda, « l'édification d'une nation juste et solidaire, deux principes, apparaissent essentiels aux yeux du président de la République : un capital humain bien éduqué et une solidarité nationale sans faille.»



Remise du titre de propriété en ...



...présence de nombreux élèves.



La jeunesse désormais propriétaire de la résidence du Camp de Gaulle.

Miroir du Gouvernement

Du tout et n'importe quoi !

DIRE qu'internet, par le biais des réseaux sociaux, occupe désormais une place importante au Gabon est une lapalissade. Tant dans les milieux urbains, plus de la moitié de la population, ne vivent que de cela. Une pénétration qui traîne son lot de travers et dommages aux conséquences néfastes. Autant pour les jeunes que pour tous ceux qui sont en quête de l'information vraie. Mais qui, malheureusement, sont abusés par ces nouveaux charlatans. Facebook et Twitter sont ainsi devenus les véritables symboles de ce désordre ambiant. Prises pour argent comptant, les intoxications qui y circulent sont aussi indigestes les unes que les autres. Au point que beaucoup de compatriotes ne savent plus où mettre la tête. Mais que fait le gouvernement ? Ou que doit-il faire ? Il se trouve dans l'obligation de s'adapter afin de se créer, lui aussi, des espaces de commu-

nication, et de se mettre au diapason d'un modernisme dont il donne l'impression de ne pouvoir appréhender les vices. Car, les pouvoirs publics semblent pris au dépourvu. Découvertes macabres par-ci, séquestrations par-là, l'absence de riposte a souvent donné lieu à une sorte de légitimation de ces intoxications qui passent pour nombre de Gabonais, surtout ceux de la diaspora, pour des vérités. A ce jeu, des politiques s'adonnent à cœur joie. Tant que cela leur sert, pourquoi s'en priver. Tout y passe. Entre les déclarations incendiaires et le montage de certains scénarios en leur faveur, rien n'est laissé au hasard. Sans compter la forte propension à exagérer des faits. Bref, l'imagination fertile a donc trouvé son terreau. Ils en usent tellement qu'ils deviennent les détenteurs des informations pourtant tronquées.

Même si depuis un moment déjà, la courbe a tendance à s'inverser, beaucoup restent à faire. Récemment, c'est dans l'œuf que la prétendue information, ayant presque fait le buzz sur les réseaux sociaux, sur les femmes dénudées, a été tuée. Les autorités de l'Avenue de Cointet ont réagi promptement pour rétablir la vérité. De l'enquête, il est ressorti que les dames se sont dénudées elles-mêmes en guise de protestation aux tracasseries policières. Les forces de l'ordre incriminées n'y étaient donc pour rien. Et surtout que les images qui ont circulé sur la toile, montrant deux commerçantes nues, n'étaient que le fruit de la maladresse d'un agent qui a, depuis, écopé d'une sanction pour le moins exemplaire. Tout comme l'ont été certains de ses chefs hiérarchiques et collègues. Sans compter les circonstances ayant entouré le décès d'un commer-

çant du marché de Nkembo. Cette action gouvernementale, même si les esprits retors ont tout fait de la contester, n'en comportait pas moins son lot de certitudes, qui ont eu le mérite d'éclairer la lanterne des populations sur la trame de ces affaires ayant fait coulé beaucoup d'encre. Éteignant ainsi un feu dont l'objectif était de tronquer la vérité au profit d'une cause assurément perdue. Il est donc question, pour l'équipe gouvernementale, de mettre un terme à cette situation. Comme cela se fait ailleurs, elle a l'obligation de prendre à bras-le-corps ce problème, et être plus présente sur la toile, à travers une numérisation qui lui permettrait de tuer le mal à la racine. Les pouvoirs sont appelés à être plus actifs. Et là, les pistes sont nombreuses. Ils pourraient guider et orienter les internautes, en anticipant sur les pos-

sibles dérapages, en participant aux diverses discussions et autres débats. Twitter et Facebook, au lieu d'être des champs de contestation des politiques gouvernementales, à l'emporte-pièce. Aujourd'hui, ils sont encore rares, les ministères et administrations publiques, qui sont présents sur lesdits réseaux. Il va donc falloir rattraper un retard, préjudiciable à des actions nécessitant une certaine visibilité auprès des populations de plus en plus portées sur les nouvelles technologies. Sortir de cette ornière est une exigence qui s'impose à tous. Il y va d'une information dépouillée de toutes contingences. A défaut d'être des victimes expiatoires du tout et n'importe.